

# Le pouvoir aux travailleurs

12 Septembre 2006

N° 127

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)  
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

<b>SOMMAIRE</b>	<b>PAGES</b>
<b>EDITORIAL:</b>	
- DÉCHETS TOXIQUES : DES AUTORITÉS CORROMPUES, UN SYSTÈME ECONOMIQUE CRIMINEL .....	2 - 3
- ELECTION OU PAS, LES TRAVAILLEURS NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEUR PROPRE LUTTE .....	4 - 5
- L'OPTIMISATION DES DÉPENSES DE L'ETAT: RIEN QUE DE SIMPLES PAROLES ET DU VENT .....	5 - 6
- LA SOLUTION AU CHÔMAGE: CE N'EST NI LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES, NI L'AUTO EMPLOI .....	6 - 7
- GBAGBO DANS LE SUD COMOE: PROMESSES A GOGO .....	7
- LE PREMIER MINISTRE A ABOBO: LES VISITES NE SUFFISENT PAS, IL FAUT DU CONCRET! .....	8
- CECOS: "FORCES DE L'ORDRE" GANGSTERS! .....	8 - 9
- AFFRONTMENT ENTRE ETUDIANTS ET ÉLÈVES POLICIERS ..	9
- LE CHOLÉRA FAIT DES VICTIMES A CAUSE DE L'IRRESPONSABILITÉ DES AUTORITÉS! .....	10
- DES AGENTS DE LA SOTRA BATTUS PAR DES ÉLÉMENTS DE LA FESCI .....	10 - 11
- BÂTIMENT: GRÈVE A "SUD CONSTRUCTION" POUR EXIGER DES CONDITIONS MEILLEURES .....	12 - 13
- BÂTIMENT: TÉMOIGNAGE D'UN TRAVAILLEUR DU CHANTIER DE LA SIR ....	13 - 14

**DECHETS TOXIQUES : DES AUTORITES CORROMPUES,  
UN SYSTEME ECONOMIQUE CRIMINEL**

Au moment où nous écrivons, le bilan du scandale des déchets toxiques n'est hélas que provisoire. On parle déjà de cinq décès et de plus de 7000 cas d'intoxications enregistrés par les hôpitaux. Ce nombre est largement en deçà de la réalité, car de nombreux malades ne se présentent pas dans les hôpitaux du fait d'être presque sûrs de n'y recevoir aucun soin, tant ces centres de santé sont démunis. En plus, une fois que l'hôpital leur a délivré quelques pilules, en rentrant chez eux, ils restent toujours exposés aux émanations toxiques. Ces déchets provoquent des vomissements, des diarrhées, des problèmes respiratoires, des hémorragies ainsi que d'autres malaises. Le ministre de la santé lui-même se déclare impuissant et les médecins sont désarmés.

Et si la liste des victimes immédiates n'est malheureusement pas encore close, que sait-on des effets à long terme ? Comment les produits toxiques seront-ils traités –si même ils le seront ? Qui peut garantir que, même si on se débarrasse du gros de ces produits –pour l'emporter où, pour nuire à qui ?-, les nappes phréatiques n'ont pas été atteintes et l'eau, empoisonnée ?

Il ne s'agit pas ici d'une pollution accidentelle provoquée par une catastrophe naturelle mais d'un acte prémédité. Les propriétaires du bateau ou les sociétés capitalistes qui l'ont affrété savaient parfaitement ce qu'il transportait. Mais au lieu de vider le contenu des cales dans des endroits appropriés pour le traitement des déchets toxiques, ils ont fait le choix de faire des économies au détriment de la santé des populations. C'est donc en connaissance de cause qu'ils ont soudoyé des responsables du port d'Abidjan et des gens haut placés au sein de l'Etat pour les aider à se débarrasser du poison, quitte à ce qu'il soit déversé dans des zones d'habitation. Avant même que le pouvoir ait daigné réagir, le bateau avait pris le large, et la société propriétaire affirme que ce qu'elle a fait est légal puisqu'elle a eu les autorisations officielles.

On ne peut qu'être révolté par l'irresponsabilité, intéressée et criminelle, des autorités qui ont ainsi délivré un permis officiel d'empoisonner légalement la population. Ces gens-là, comme les responsables de la société qui a convoyé nuitamment les déchets toxiques vers les neuf décharges à l'air libre, sont prêts à vendre père et mère pour toucher des deniers mal acquis. Leur attitude témoigne de la corruption profonde du pouvoir à tous les échelons, de ceux qui assument des responsabilités publiques, qu'ils se revendiquent de Gbagbo ou de ses adversaires du Nord.

Les classes populaires subissent en permanence cette corruption mais, cette fois-ci, elle a fait des morts.

Et les autorités mouillées dans cette corruption ont ajouté le cynisme à l'abject en donnant des explications aussi mensongères les unes que les autres pour que les habitants ne sachent rien de la véritable origine de l'odeur nauséabonde. Il a été d'abord répondu qu'elle était consécutive à l'explosion d'une cuve de gaz à la

PETROCI. Ensuite un communiqué du District a parlé d'une désinfection de la ville pour enrayer l'épidémie de choléra. D'autres ont parlé de démolition. Mais comme l'odeur persistait les populations ont cherché dans une autre direction que celle indiquée par les officiels. C'est ainsi que l'affaire a éclaté et qu'on a fini par apprendre qu'il s'agissait de déchets hautement toxiques provenant d'un navire battant pavillon de complaisance panaméen, propriété d'une société grecque, en provenance de l'Europe et en partance pour la Russie.

Alors que les hôpitaux avaient déjà enregistré deux décès et plus de 1500 cas d'intoxication, les autorités gouvernementales sont restées muettes et passives.

C'est seulement à partir du 2 septembre, quand la population a commencé à dresser des barricades pour paralyser la ville que des réactions officielles ont commencé à se faire entendre, non pas pour agir mais pour se défendre et se dédouaner. Quatre jours plus tard, le 6 septembre, la ville d'Abidjan fut complètement paralysée par des manifestations de colère.

Tout en faisant donner gendarmes et policiers pour disperser les manifestants et démolir les barricades, le Premier ministre Konan Banny a fini par donner la démission de son gouvernement. Histoire de désamorcer la mobilisation mais nullement pour prendre ses responsabilités : non seulement le président de la République, lui, n'a pas envisagé de démissionner mais il a aussitôt chargé Banny de former le prochain gouvernement.

Oui, l'administration de l'Etat aux différents échelons de responsabilité est composée au mieux d'irresponsables, au pire de criminels. Mais, derrière eux, il y a une autre responsabilité bien plus générale car, si ce sont nos responsables qui ont donné les autorisations pour déverser ces déchets sans même la moindre précaution ici même, en Côte-d'Ivoire, et qui plus est près des quartiers d'habitation d'une grande ville comme Abidjan, ce ne sont pas eux qui ont produit les déchets toxiques. Ce ne sont pas eux non plus qui ont décidé de les déverser dans le pays pauvre qu'est la Côte-d'Ivoire, estimant que cela leur coûtait moins cher que de financer de quoi traiter ces sous-produits toxiques pour les rendre inoffensifs ou du moins pour les enterrer dans des conditions acceptables pour ne pas nuire à la population ni à court ni à long terme.

On ne sait pas quelle est l'entreprise qui est à l'origine de toute cette affaire qui a déjà tué et qui continuera encore à tuer. On sait seulement que les déchets toxiques sont des sous-produits de raffineries et qu'ils viennent de toute évidence d'Europe.

Le trust pétrolier, qui en dernier ressort, porte la responsabilité de l'empoisonnement, a certainement pignon sur rue. Ses dirigeants ne se considèrent certainement pas coupables, ni même responsables car ils ont agi suivant la sacro-sainte loi de l'économie capitaliste : seuls comptent le profit et tout ce qui permet à une entreprise capitaliste de l'augmenter, fut-ce au détriment de la société, voire de vies humaines.

Alors, si la corruption des responsables politiques mérite toute la colère des classes populaires, il la mérite encore plus, ce système économique et social capitaliste où la recherche de profit conduit à de tels désastres.

**ELECTION OU PAS, LES TRAVAILLEURS  
NE PEUVENT COMPTER QUE SUR LEUR PROPRE LUTTE**

Depuis quelque temps, la vie politique est marquée par ce qu'on appelle "l'après octobre". En effet, après le 31 octobre il sera question soit du maintien de Gbagbo au pouvoir pour une nouvelle transition soit le contraire, c'est à dire, sa mise à l'écart de ce pouvoir. Et plus les jours avancent, plus les déclarations et propositions se multiplient.

C'est d'abord le président Gbagbo lui-même qui a donné le ton dans son discours du 6 août à la veille de la fête de l'indépendance. Il a annoncé qu'il reste et restera au pouvoir après le 31 octobre parce que la constitution le lui permet. Et que c'est une fois un nouveau président élu qu'il passera le flambeau.

Le lendemain, l'opposition armée, par la bouche de son secrétaire général, Soro, a répondu que cette prise de position n'engage que Gbagbo seul. Ensuite ce fut le tour de l'opposition civile regroupée au sein du RHDP (Rassemblement des houphouetistes pour la démocratie et la paix) qui a réagi à ce qu'elle a appelé un "coup d'Etat constitutionnel" et dénoncé les manières dictatoriales de Gbagbo pour se maintenir au pouvoir vaille que vaille. C'est aussi dans le même sens, qu'a abordé le président du PIT qui, lors d'une conférence de presse a annoncé : "après le 31 octobre, Gbagbo n'est plus et ne peut plus être président parce que notre constitution ne prévoit pas ce cas de figure. Je propose que nous nous rencontrons pour trouver une solution à l'ivoirienne au lieu d'attendre de l'extérieur"

C'est dans cette cacophonie à prédire l'après octobre que s'est ajoutée la proposition du président gabonais qui propose une sorte de gouvernement à 4 têtes : Gbagbo président, Alassane vice-président,

Soro premier ministre et Bédié président de l'assemblée constituante. Et le tout couronné de deux ans de transition. Cette proposition ne cesse de faire couler beaucoup de salive entre adversaires politiques.

De son côté, Gbagbo ne cesse de menacer ses adversaires et même la "communauté internationale". Il déclare partout qu'après octobre, s'il n'est pas maintenu au poste de président de la république, ce sera le chaos, la guerre civile. C'est une manière pour lui de préparer l'esprit de ses partisans que sont les "jeunes patriotes", le "GPP" et d'autres milices à sa solde ainsi que la jeunesse estudiantine regroupée au sein de la Fesci. Pour le moment il semble avoir le contrôle de la situation. Pendant sa dernière visite dans la région sud-est du pays, il n'a fait que dire et prédire ce que sera l'après octobre sans lui. Il a aussi appelé la population à le soutenir contre ceux qui voudraient l'écartier.

En attendant la réunion de l'ONU qui doit se tenir à la mi-septembre à New-York, celle-ci semble aller dans le sens de Gbagbo. Ainsi, le représentant de l'ONU à Abidjan, Pierre Schori, dans une déclaration, a effleuré la question en se déclarant favorable au maintien de Gbagbo dans le poste de président pendant la nouvelle transition qui se dessine.

Mais derrière tous ces discours pour la conquête du pouvoir, derrière cette palabre entre adversaires politiques, il y a une autre réalité, celle des couches sociales les plus démunies. Cette réalité c'est celle des licenciements, de l'exploitation abusive des patrons. Cette réalité c'est aussi celle des impôts et des taxes et leur répercussion sur les prix. Cette réalité

c'est aussi la situation inacceptable des jeunes diplômés et non diplômés qui se trouvent sans travail, jetée au chômage. Au bout du compte c'est la situation de l'ensemble du monde du travail qui ne cessé de se dégrader. Elle était déjà très difficile avant la crise qui a coupé le pays en deux. Depuis, elle s'est empirée.

Les dirigeants des clans politiques en guerre pour conserver ou pour prendre le pouvoir veulent nous entraîner dans leur lutte. Ils veulent nous dresser les uns contre les autres.

Ils veulent que nous nous entretenions entre pauvres pour que eux puissent s'engraisser tranquillement. Mais il faudrait au contraire que les travailleurs s'organisent tous ensemble pour défendent collectivement leurs intérêts propres, pour les salaires, les embauches, la santé et l'éducation de nos enfants, pour des logements correctes, des quartiers vivables, etc. Pour nous les travailleurs et tous les pauvres en général, il n'y a d'avenir que dans notre propre organisation à construire.

**L'OPTIMISATION DES DÉPENSES DE L'ETAT :  
RIEN QUE DE SIMPLES PAROLES ET DU VENT**

La semaine dernière, s'est tenu à Yamoussoukro un séminaire sur les dépenses publiques. L'objectif de cette rencontre est de trouver des moyens de réduire le train de vie de l'Etat en optimisant les budgets.

C'est sous la houlette du ministre délégué à l'économie et aux finances, Charles Diby et d'une brochette de hauts fonctionnaires que s'est tenu ce séminaire qui, disent-ils va s'attaquer aux problèmes de gaspillage par l'Etat des fonds publics. Après deux jours de débat, les conclusions de cette "réflexion" sont contenues dans un document de 200 pages. L'application de ces conclusions est confiée à un comité de suivi qui va être mis en place. Pour le moment rien n'a filtré des résolutions prises sauf quelques détails comme mettre fin au gaspillage d'eau et d'électricité ou la chasse aux fonctionnaires fictifs.

Mais pour réduire le train de vie de l'Etat, donc de leur propre gaspillage, a-t-on besoin de faire un séminaire ? Ou de produire de la paperasse de 200 pages avec un comité de suivi ? Non. Si Banny voulait

vraiment s'attaquer à ce problème, il aurait commencé tout de suite par prendre des mesures comme : réduire le parc auto y compris les bons d'essence qu'il distribue à ces parasites haut placés qui touchent déjà des salaires très élevés. Qu'ils commencent par au moins réduire de moitié leur salaire et autres primes de week-end. Supprimer les fonds de souveraineté de la présidence et de la primature, supprimer aussi les "caisses noires" mises à la disposition des ministres pour leurs dépenses privées. Qu'il s'attaque à la corruption, oblige les capitalistes à payer leurs impôts, poursuive ceux qui ont détourné des milliards et continuent de le faire en toute impunité, etc.

Il parle de réduire le gaspillage. Mais pour le séminaire qu'il vient d'organiser en grande pompe, combien de millions a-t-il déjà dilapidé ? Rappelons tout de même qu'il a invité 300 personnes à Yamoussoukro, dans un hôtel luxueux avec les frais de déplacement et le séjour tous frais payé par l'Etat !

L'Etat a aujourd'hui des urgences comme la construction de

nouvelles routes ou la réfection de celles qui existent déjà. La construction des hôpitaux, des écoles. Embaucher plus d'enseignants, plus d'agents de santé et surtout créer de nouveaux emplois pour résorber le chômage. Dans les quartiers populaires les ordures traînent un peu partout parce que les travailleurs qui s'occupent du ramassage ne perçoivent pas leur salaire.

Mais en réalité, Banny et son ministre délégué, comme tous leurs prédécesseurs, en bons représentants de la classe riche, ne veulent pas s'attaquer à ce problème. C'est pourquoi au lieu de prendre des mesures simples, mais concrètes, ils préfèrent organiser une foire aux discours pompeux.

D'ailleurs ils viennent de faire de nouveaux cadeaux aux riches. Pour les impôts de 2006, l'Etat vient de faire

une réduction de 8% sur les charges des entreprises, pour disent-ils, « aider les entreprises à ne pas délocaliser ». Dans *Frat-Mat* du 31 juillet, le journaliste écrit notamment autre : « Bouffée d'oxygène pour les entreprises, elles paieront un peu moins que d'habitude, d'impôts cette année ». Et il conclut en ces termes : « pour créer les conditions de la confiance du secteur privé et de la poursuite de ses activités, l'annexe fiscale 2006 est généreuse en mesures pour promouvoir l'investissement privé et freiner la délocalisation des entreprises ». En clair : toujours plus de cadeaux fiscaux aux patrons. Les séminaires pour la bonne gestion et autres galas dans les hôtels de luxe, ils peuvent en organiser plusieurs pour amuser la galerie mais la réalité est là et les travailleurs la vivent au quotidien.

**LA SOLUTION AU CHOMAGE : CE N'EST NI LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES NI L'AUTO-EMPLOI !**

Le président de la Chambre de Commerce et d'Industrie, Jean-Louis Billon était invité à une journée « Portes Ouvertes » d'une grande école le 14 août dernier. Dans son intervention, il dit « *ce n'est pas normal d'encourager ou de dire aux jeunes diplômés qui sortent fraîchement de l'école de créer leurs propres entreprises. Il faut plutôt aider les entreprises à embaucher ces jeunes diplômés. Qui pourront ainsi acquérir de l'expérience et créer plus tard leurs propres entreprises* ».

En réponse à cela, on pouvait lire dans « Notre Voie », organe de presse du FPI, que cette intervention était comme une réponse au président Gbagbo. En effet ce dernier pour « lutter contre le chômage » demande aux jeunes de créer leurs propres entreprises et fustige le « manque

d'entrepreneuriat » qui les caractérise. Il avait même promis un fonds d'aide qui n'a pas vu le jour jusque là.

Jean-Louis Billon, patron des patrons ne fait que défendre sa corporation. D'ailleurs sous prétexte de la guerre, sa bataille a toujours été d'obtenir la diminution des taxes et autres impôts sur les sociétés. L'Etat à son service l'a bien écouté. Il lui a fait près de 100 milliards de cadeaux fiscaux et vient même de baisser de 8% le taux de l'impôt sur les bénéfices. Mais les entreprises n'ont pas pour autant embauché. Bien au contraire, les contrats de travail sont de plus en plus précaires. Mais surtout, elles exploitent encore plus les travailleurs pour des salaires toujours plus bas en prenant comme prétexte cette même guerre. Les subventions n'ont jamais

fait créer d'emplois et Billon le sait bien.

Cependant le FPI verse dans la démagogie en parlant d'« auto-emploi ». Des milliers de diplômés sortent chaque année des grandes écoles et universités sans compter les chômeurs. Ce n'est pas un quelconque fonds d'aide qui pourra occuper tous ces jeunes. L'Etat même possède de nombreux secteurs ou le manque de

personnel est criant tels que la Santé, l'Education, le Transport, etc. Si le problème du chômage le préoccupe, il peut embaucher là des milliers de personnes. Et les cent milliards donnés auraient pu servir à construire des hôpitaux, des écoles, acheter des bus, etc.

Que ce soit Billon ou Gbagbo, l'un défend ses intérêts et l'autre fait de la démagogie pour s'attirer des électeurs !

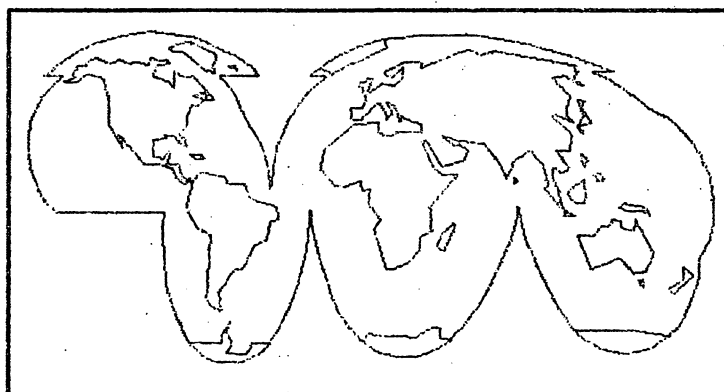
### GBAGBO DANS LE SUD COMOE : PROMESSES A GOGO

Laurent Gbagbo, a entrepris récemment une tournée dans le sud-est du pays. Cette tournée présentée comme « visite d'état » avait des allures de campagne électorale. Des hommes transportés des villages et hameaux environnants venaient accueillir et écouter le président à chacune des étapes de sa visite. Il ne

se gênait pas pour faire des promesses à tout va. Mais en bon démagogue, il conditionne ses routes et autres réalisations par la fin de la guerre.

Mais comme on dit en politique, les promesses n'engagent que ceux qui y croient !

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

# LEUR SOCIÉTÉ

## LE PREMIER MINISTRE A ABOBO : LES VISITES NE SUFFISENT PAS, IL FAUT DU CONCRET

Le premier ministre était à Abobo à l'invitation de l'UFA (Union des Femmes d'Abobo) le 26 août dernier. Les femmes en ont profité pour exposer leurs problèmes qui sont entre autres : sur 910 kms de routes, seules 10 km sont bitumées, de nombreux quartiers n'ont pas d'eau alors qu'Abobo possède la plus grande usine de traitement d'eau. Chaque matin, les femmes sont obligées de faire des kilomètres pour puiser de l'eau. Souvent les habitants d'un quartier sont à la merci de vendeurs d'eau qui font les prix à leur convenance. Certains quartiers n'ont pas d'électricité. Avec la guerre, les forces de l'ordre y ont intensifié les rafles, les rackets, etc.

Face à ces problèmes concrets posés par les femmes, Banny s'est lancé dans des phrases creuses du genre « le gouvernement que j'ai

l'honneur de diriger n'oublie personne ; l'essentiel de l'action publique, c'est de donner du bonheur au plus grand nombre ». Quel démagogue ! Il vient dans un quartier populaire et fait semblant de s'apitoyer sur le sort de la population pour se faire mousser. Prendre le prétexte de la guerre pour ne rien concéder aux pauvres c'est ce que font tous les politiciens. Ça ne les empêche pas de faire des cadeaux aux patrons ou de se payer de gros salaires. Ces sommes peuvent déjà servir à résoudre de nombreux problèmes.

Le journaliste, décidément un admirateur de Banny, termine en disant que cette visite a fait chaud au cœur des Abobolais ». Pour les populations qui n'ont vu aucun de leurs problèmes réglés, cette visite a dû plutôt leur laisser une sensation de froid !

## CECOS : "FORCES DE L'ORDRE" GANGSTERS !

Le CECOS, ce corps armé sensé assurer la sécurité, s'est de nouveau illustré dans la commune de Koumassi. Cette fois ci, ce sont les chauffeurs woro-woro qui en ont fait les frais.

En effet, le 27 août, un chauffeur de woro-woro après avoir été poursuivi par des éléments du CECOS, a été brutalisé avant d'être embarqué dans leur véhicule. Par solidarité envers leur camarade qui venait de se faire prendre pour des raisons de racket, les autres

chauffeurs ont barré le grand boulevard de la commune. Ceci pour couper toute retraite aux éléments de cette unité. Ces derniers s'en sont pris directement à tout véhicule woro-woro dans les parages. C'est au total 88 véhicules qui ont eu toutes les vitres cassées. C'est dans cette atmosphère que la bagarre a éclaté entre chauffeurs de woro-woro et agents du CECOS faisant deux blessés parmi les chauffeurs. N'eut été l'intervention des éléments du 20<sup>ème</sup> arrondissement "ces agents auraient été lynchés à leur



# L E U R S O C I E T E

tour" a écrit le journal Fraternité Matin du 29 août.

Les conflits entre chauffeurs de woro-woro, gbaka et agents du CECOS, il y en a eu pas mal avant qu'on ne retire ces derniers du contrôle routier. Malgré cela, ils continuent à s'adonner de temps en temps au racket des woro-woro et autres gbaka, comme c'est le cas ici, sans pour autant être inquiétés.

Par ailleurs, le CECOS, depuis sa création, n'a cessé d'aligner bavure

sur bavure, tuerie sur tuerie. Il n'a jamais assuré la sécurité des populations, en tout cas pas dans les quartiers populaires. Dans ces quartiers, ils ne sont jamais les bienvenus. Ils représentent plutôt un sujet d'inquiétude parce que leur présence égale racket et brimades.

Les petites gens ont raison de se méfier de cette unité car sa raison d'être, c'est de terroriser la population et rien d'autre.

## AFFRONTEMENT ENTRE ETUDIANTS ET ELEVES POLICIERS

Le 31 août et dans la nuit du 1<sup>er</sup> septembre, les élèves policiers aidés de certains de leurs aînés ont fait une descente musclée sur le campus de Cocody faisant un mort et une quinzaine de blessés. Le Directeur Général de l'école de police a été relevé de ses fonctions à la suite de cet affrontement.

Les élèves policiers disent avoir fait cette expédition pour venger l'un des leurs qui a été copieusement battu par des membres de la FESCI (syndicat des élèves et étudiants).

En effet, le 28 août dans l'une des gares de la SOTRA située à Adjamé un élève de l'école de la police nationale voulant emprunter le bus 83 a refusé de faire le rang et est monté au mépris de ceux qui faisaient le rang. Interpellé par les membres de la FESCI, celui-ci refuse de se soumettre à leur discipline et engage une discussion avec ces derniers. Les fescistes, comme on les appelle, étant en position de force le bastonnent. Le bastonné une fois à l'école de police raconte l'affaire à ses collègues.

Ceux-ci s'organisent alors pour venger leur camarade. Ainsi, le lendemain matin, ils font une descente à la gare nord d'Adjamé et frappent tous les étudiants qui attendaient le bus au quai du bus 83 là où leur collègue a été bastonné. Non satisfaits, ils vont se replier et mieux s'armer pour se donner rendez-vous le 31 août au campus de Cocody où ils pourront trouver un plus grand nombre d'étudiants. La suite vous la savez : un étudiant tué par balle et plus d'une quinzaine de blessés.

Il y a peu de temps, c'étaient les chauffeurs de « gbaka » et de « woro-woro » qui étaient pris pour cibles. Et demain ce sera le tour de qui ?

Les travailleurs et les habitants de quartiers pauvres subissent au quotidien les exactions, le racket et les fouilles corporelles avec confiscation des biens. Ces façons de faire des policiers et des autres corps habillés sont devenues monnaie courante. Elles bénéficient de la neutralité bienveillante des gens haut placés.

# L E U R S O C I E T E

## LE CHOLERA FAIT DES VICTIMES A CAUSE DE L'IRRESPONSABILITE DES AUTORITES

Cette année encore, le choléra est en train de faire des victimes comme les autres années. La maladie a presque fait le tour de la ville d'Abidjan et certaines villes de l'intérieur comme Agboville où il y a eu un mort. A Abidjan, c'est dans la commune de Port-Bouët que la maladie a tué. Comme toujours le ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique a tenu une réunion où il s'érige en donneur de conseils pour prévenir la maladie.

Cette maladie ne devait plus avoir droit de cité, car elle est liée à la saleté, donc facile à éradiquer en créant un minimum de conditions d'hygiène. Mais ça c'est le dernier des soucis de nos dirigeants. Cela fait belle lurette que la population vit dans l'insalubrité à Abidjan. Les rues sont bondées d'ordures, les caniveaux bouchés, les flaques d'eau un peu partout sans que cela n'attire l'attention des autorités. Il est vrai que tous ces gens haut placés qui se disent responsables de la santé, de l'hygiène ou de l'habitat ne vivent pas dans nos quartiers et quand ils le traversent ce

n'est jamais à pieds mais dans des voitures de luxe ou des « 4x4 ».

Alors, que le ministre arrête de se moquer de nous parce que la réalité est là. Il n'y a que les petites gens des quartiers pauvres qui meurent de choléra, c'est ça aussi la réalité.

Au lieu de gaspiller des fortunes dans des colloques, séminaires et autres foires sur l'environnement, les autorités feraient mieux de faire en sorte qu'il y ait un vrai service de voirie qui fonctionne correctement avec des camions bennes en quantité suffisante et des employés en nombre suffisant pour que les ordures soient ramassées et les rues nettoyées tous les jours. Or ce qu'on a actuellement ce sont des entreprises privées de nettoyage qui ne payent même pas leurs employés et qui font passer leurs camions de temps à autre histoire de dire qu'elles s'occupent de la voirie. En réalité elles ne font qu'encaisser l'argent public sans donner la contrepartie. Au lieu de gaspiller cet argent qui ne fait qu'enrichir les amis des ministres ou des maires, l'Etat pourrait prendre en charge lui-même cette tâche et embaucher lui-même les employés.

## DES AGENTS DE LA SOTRA BATTUS PAR DES ELEMENTS DE LA FESCI

Dans la dernière semaine du mois d'août, des éléments de la Fesci de l'université d'Abobo-Adjamé ont séquestré des agents de la Sotra.

Lors d'un contrôle par ces agents à un arrêt au niveau de l'université, un membre de la Fesci qui

n'avait pas de titre de transport a été pris et conduit au siège. Cela n'a pas plu aux autres fescistes qui ont été informés plus tard. Pour obtenir la libération de leur camarade, ils s'en sont pris aux bus qui passent devant leur école. Ainsi, ils ont séquestré neuf agents de la Sotra. Ces derniers ont

# LEUR SOCIÉTÉ

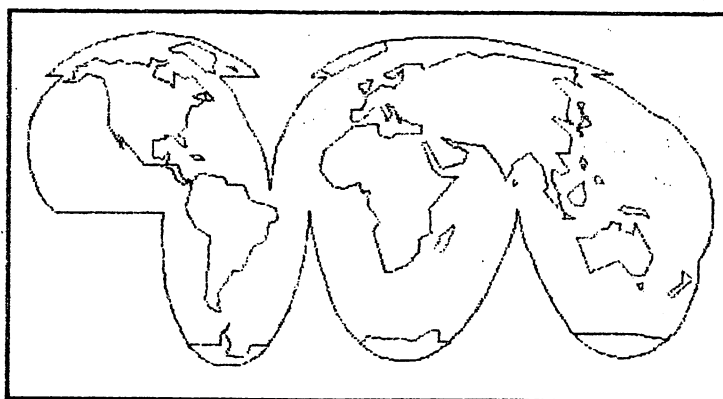
été battus et dépouillés de sommes d'argent et de portables.

Voilà ce qu'est la Fesci. Un syndicat qui n'a que du mépris pour les travailleurs. Si c'est là la future élite du

pays, alors on n'est pas encore sorti de la tourmente.

Ce qui est écoeurant, c'est que tout ça se passe avec la passivité des autorités gouvernementales.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

---

# LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---

## BATIMENT :

### LES TRAVAILLEURS DE "SUD CONSTRUCTION" BLOQUENT LEUR CHANTIER POUR EXIGER DES CONDITIONS MEILLEURES.

Le 7 septembre dernier, les travailleurs de cette entreprise ont marqué un arrêt de travail, bloquant toute activité sur le chantier pour exiger une rencontre avec la direction de la société afin de présenter leurs revendications.

En effet, les travailleurs avaient gros sur le cœur. En plus des mauvais traitements qu'on leur faisait subir, à savoir : brimades, bas salaires, heures supplémentaires non payées, ils attendaient toujours leur salaire.

Depuis le début du chantier, ils ont été recrutés pour un salaire payable à la quinzaine. Mais ça, comme on a l'habitude de le dire dans ce pays, "c'était sur papier". La réalité était autre chose. Ils doivent attendre le 10, voire même souvent le 12 du mois suivant alors que la situation a été arrêtée depuis le 25 du mois passé. Ce qui fait 15 à 17 jours d'attente pour toucher leur salaire. C'est cette attente qui est devenue une habitude pour les patrons, qui a été le facteur déclanchant le mouvement.

Pour ce premier jour, la grève a touché les deux entreprises (Sud Construction et la Sibagec) qui opèrent sur le chantier.

Depuis le 6 au soir après le travail, les travailleurs se sont entendus pour bloquer le chantier le lendemain afin d'exiger le paiement immédiat du salaire. Comme cette première revendication concernait les travailleurs des deux entreprises, ils ont tous fait la grève. Mais au cours du mouvement, les travailleurs de Sud Construction moins que leurs camarades de la Sibagec, ont ajouté à

cette revendication celle de l'augmentation salariale. La direction de Sud construction qui d'ailleurs est l'entreprise principale qui a tout le contrat, a reçu la délégation des travailleurs en présence de leurs différents tâcherons.

Après discussion pendant plus de deux heures, malgré les intimidations qui, heureusement n'ont pas fait reculer les travailleurs, la direction a promis de payer les salaires le lendemain vendredi, au plus tard à midi. Quant à l'augmentation des salaires, c'est à dire pour les ouvriers, passer de 3000f à 3500 et les manoeuvres de 1500f à 2000f par jour, la direction de Sud Construction et les tâcherons n'ont pas donné de réponse précise. C'est sur ce point que les deux parties se sont quitté ce premier jour de grève.

A la sortie de la salle de négociation, les délégués ont rendu compte aux travailleurs. Ensuite, ensemble ils ont pris la résolution de ne pas reprendre le travail le lendemain vendredi tant que les salaires ne seraient pas versés et tant que l'augmentation ne serait pas accordée.

Ce jour-là, les travailleurs de la Sibagec ne se sentant pas concernés par la revendication d'augmentation, ont repris le travail. Ceux de Sud-Construction quant à eux, ont voté à l'unanimité la poursuite de la grève pour le cas où le patron se contenterait de les régler à l'ancien tarif. Ils ont eu raison de se méfier car le compte n'y était pas. Les conditions sont donc réunies pour que le

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---

mouvement continue après le week-end.

Le secteur du BTP traverse une période difficile du fait de l'absence de grands chantiers. Les patrons en profitent pour imposer un recul général

des conditions de vie et de travail. Mais malgré toutes les difficultés liées à la situation, cette grève montre que les travailleurs savent retrouver le chemin de la lutte, seule façon de mettre un arrêt à l'offensive sans limite des patrons.

---

### BATIMENT : TÉMOIGNAGE D'UN TRAVAILLEUR DU CHANTIER DE LA SIR

---

"Nous travaillons sur le chantier des logements en construction pour les agents de la SIR (Société Ivoirienne de Raffinerie).

Le chantier est situé sur la route de Bingerville un peu en hauteur du quartier Faya. Pour y accéder, il faut au moins une trentaine de minutes de marche à partir de la voie principale qui mène à Bingerville.

Les travaux sont confiés à deux entreprises. "SUD Construction" qui a tout le marché et la SIBAGEC à qui elle a donné une partie des travaux. Ces deux entreprises ont à leur tour sous-traité les travaux avec des tâcherons. Cette manière de faire est courante dans le bâtiment. Elle permet aux patrons non seulement de faire plus de bénéfices mais en plus de se dérober de toutes responsabilités, par exemple en cas d'accident.

Quant à moi, je fais la maçonnerie avec les tâcherons de « SUD Construction ».

Nous construisons des immeubles de 3 niveaux plus le rez-de-chaussée. Mais ce travail se fait dans des conditions vraiment précaires et difficiles. Pour faire plus de bénéfices au détriment de notre santé et même de notre vie, aucune mesure de sécurité n'est prise. Presque tous les jours il y a des accidents qui se

produisent. Si certains sont mineurs et ignorés, par contre il y a des accidents plus meurtriers. Ainsi un jeune ouvrier s'est trouvé englouti sous la terre du caniveau qu'il creusait. Il est mort d'étouffement mais surtout parce que l'accès au chantier est difficile et le temps de trouver un camion pour le transporter, il était déjà trop tard. Ensuite il y a eu d'autres accidents dus à des chutes libres. Ces deux autres accidents où les camarades furent grièvement blessés, ici encore point d'ambulance. Ils ont été évacués dans des voitures personnelles. Et depuis ce jour, nous n'avons point de leurs nouvelles.

Pour avoir de quoi manger sur le chantier c'est tout un tas de problèmes. Du fait que notre chantier est éloigné de la ville avec un accès difficile cela empêche les femmes de venir nous faire à manger sur le site. En plus, les quelques femmes qui viennent sont confrontées à des problèmes comme le manque d'eau sur le terrain ou le manque de bois pour faire la cuisson. Elles sont rares celles qui viennent régulièrement. Donc pour trouver de quoi manger à midi, il faut faire le rang en plein soleil. On assiste souvent à des boussculades et même au pire à des bagarres.

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Quant à notre salaire c'est vraiment la misère. Les tâcherons de SIBAGEC payent 2150 F par jour pour les manoeuvres et 3650 pour les ouvriers. A « SUD construction » c'est le comble. Nous sommes payés, 1500 F pour les manoeuvres et 3000 F pour les ouvriers. Vous voyez, tout a augmenté sur le marché et continue d'augmenter. Comment comprendre qu'on puisse nous payer un tel salaire ? Et pourtant pour ce salaire, nous travaillons plus de 8 heures. Ils nous coupent 2000 f par mois pour les camions de ramassage mis à notre disposition.

Aujourd'hui, pour économiser les 2000 f de transport il y a des camarades qui préfèrent faire des parcours de plus de 3 km à pied pour rejoindre le chantier.

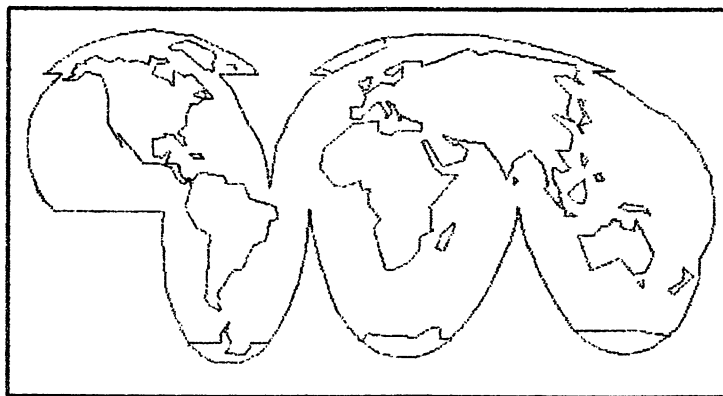
Mais voilà, nous sommes contraints de l'accepter et souvent

même heureux d'avoir ce boulot parce que le bâtiment est le premier secteur durement touché par cette crise. Pour nourrir la famille c'est tout un cauchemar pour nous. Pour trouver un boulot qui peut durer plus d'un mois, on le cherche pendant des mois. Donc nous sommes malgré tout, contents même si l'exploitation est très accrue, parce que là au moins, à la fin du mois, nous avons quelque chose à apporter à la maison.

C'est vraiment difficile d'être un travailleur par ces temps qui courent, mais quand la crise va passer, c'est sûr que ça ira pour nous".

Voilà qui montre bien les conditions difficiles des travailleurs du bâtiment mais aussi de tous les travailleurs en général, qui sont obligés de subir pour pouvoir nourrir leur famille.

## TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



**UNISSONS-NOUS!**

## CE QUE NOUS VOULONS

### Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lenine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.